



Le dépôt légal en France

1. Définition

Le **dépôt légal** est l'obligation légale pour tout éditeur, imprimeur, producteur ou distributeur de déposer à la Bibliothèque nationale de France ou dans d'autres institutions désignées, un ou plusieurs exemplaires des documents qu'il produit ou diffuse. Il vise à :

- la collecte et la conservation des documents de toute nature publiés, produits ou diffusés en France, afin de constituer une collection de référence,
- la constitution et la diffusion de la **Bibliographie nationale française**,
- la consultation des documents dans les salles de la bibliothèque, sous réserve des secrets protégés par la loi, dans des conditions conformes à la législation sur la propriété intellectuelle et compatibles avec leur conservation.

Il est actuellement régi par le **code du patrimoine du 20 février 2004** (articles L131-1 à L133-1 relatifs au dépôt légal), modifié par la **loi n° 2006-961 du 1er août 2006** relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information et le **décret n° 2006-696 du 13 juin 2006**.

2. Jalons historiques

Depuis son instauration par François Ier, le dépôt légal a vu son champ s'élargir et sa vocation évoluer. Longtemps associé au contrôle de la « librairie » par le pouvoir politique, il se définit aujourd'hui comme un moyen d'assurer la collecte, la conservation et la mise à disposition de la pensée écrite et de l'expression artistique diffusées en France.

Ordonnance de Montpellier du 28 décembre 1537	Imprimeurs et libraires doivent déposer à la Bibliothèque Royale un exemplaire de chaque livre imprimé et mis en vente dans le royaume
1648	Extension du dépôt légal aux estampes, cartes et plans
21 juillet 1790	Abolition du dépôt légal
Lois des 19 et 24 juillet 1793	Rétablissement à titre facultatif et extension aux partitions musicales
Décret du 5 février 1810	Rétablissement d'un dépôt légal obligatoire pour l'imprimerie
Loi du 19 mai 1925	Extension aux documents photographiques, cinématographiques et aux phonogrammes ; institution d'un double dépôt (imprimeur et éditeur) ; répartition du dépôt légal entre un dépôt légal centralisé à la Bibliothèque nationale et un dépôt de l'imprimeur en région
Loi du 21 juin 1943	Confirme l'extension du Dépôt légal aux « œuvres phonographiques et photographiques, les œuvres cinématographiques autres que les films de long métrage de 35 millimètres et plus, les œuvres vidéographiques, les enregistrements sonores et les enregistrements d'images fixes ou animées » ; la charge du dépôt légal imprimeur en région passe des préfectures aux bibliothèques
Décret d'application n° 75-696 du 30 juillet 1975	Fixe les conditions d'application du dépôt légal obligatoire pour les idéogrammes et les documents multimédia
Décret d'application n° 75-535 du 23 mai 1977	Fixe les conditions d'application du dépôt légal obligatoire pour les œuvres cinématographiques
Loi n° 92-546 du 20 juin 1992 et décret n° 93-1429 du 31 décembre 1993	Extension du dépôt légal aux progiciels, bases de données, systèmes experts et autres produits de l'intelligence artificielle diffusés sur support matériel
Ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004	« Ordonnance relative à la partie législative du code du patrimoine » (articles L131-1 à L133-1) remplaçant la loi du 20 juin 1992
Loi 2006-961 du 1er août 2006	« Loi DADVSI » : le titre IV étend le dépôt légal à « tous les signes, signaux, écrits, sons ou messages de toute nature qui font l'objet d'une communication au public par voie électronique » et consacre ainsi la mise en place d'un dépôt légal de l' Internet
Décret n° 2006-696 du 13 juin 2006	Réforme des modalités réglementaires du dépôt légal : le nombre d'exemplaires à déposer passe de 4 à 2 pour les éditeurs, de 2 à 1 pour les imprimeurs

3. Etablissements dépositaires (décret du 13 juin 2006 ; loi du 1er août 2006)

- **Bibliothèque nationale de France**. Pour les livres, brochures, périodiques, documents cartographiques, estampes, photographies, documents graphiques, documents sonores, vidéogrammes, multimédias, informatiques, bases de données, elle est attributaire du :

- **dépôt légal éditeur** : deux exemplaires déposés au plus tard le jour de mise en circulation (un seul exemplaire pour les imprimés et documents graphiques dont le tirage est inférieur à 300 exemplaires et pour la musique imprimée dont le tirage est inférieur à dix)

- **dépôt légal importateur** : un exemplaire des documents importés à plus de cent exemplaires

- **dépôt légal imprimeur de la région Paris et Ile de France** : un exemplaire



Elle collecte les publications électroniques en ligne.

- **Centre national de la cinématographie** : pour l'ensemble des films, vidéogrammes fixés sur support photochimique, ainsi que les matériels de promotion des films diffusés en France.

- **Institut national de l'audiovisuel** : pour les documents sonores et audiovisuels radiodiffusés et télédiffusés et leurs documents d'accompagnement. ; collecte des sites relevant du domaine de la communication audiovisuelle.

- **Ministère de l'Intérieur**. Il est attributaire d'un exemplaire de toutes les publications périodiques déposés par l'éditeur (dépôt au Ministère de l'Intérieur lorsque le siège social de celui-ci est situé à Paris, dépôt à la préfecture du ressort, lorsqu'il se situe en région).

- **25 établissements dépositaires reçoivent un exemplaire du Dépôt légal imprimeur en région** : Ajaccio, Bibliothèque municipale (BM); Amiens, BM ; Angers, BM ; Besançon, BM ; Bordeaux, BM ; Caen, BM ; Châlons-en-Champagne, BM ; Clermont-Ferrand, Bibliothèque communautaire et interuniversitaire ; Dijon, BM ; Guadeloupe, Archives départementales (AD) ; Guyane, AD ; Lille, Médiathèque municipale ; Limoges, Bibliothèque Francophone Multimédia ; Lyon, BM ; Marseille, BM ; Martinique, AD ; Montpellier, BM ; Nancy, BM ; Nouméa, Bibliothèque Bernheim ; Orléans, BM ; Poitiers, BM ; Rennes, BM ; Réunion, Bibliothèque départementale ; Rouen, BM ; Strasbourg, Bibliothèque nationale et universitaire ; Toulouse, BM.

Liens	<p>Bibliographie</p> <p>Textes législatifs :</p> <p>Ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du patrimoine, art. L. 131-1 à L. 133-1 relatifs au dépôt légal, <i>Journal officiel</i> n°46 du 24 février 2004 page 3707, texte n° 44. [en ligne] < ">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000247792&dateTexte=> (consulté le 18.01.08)</p> <p>Loi n°2006-961 du 1er août 2006 relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, <i>Journal officiel</i> n°178 du 3 août 2006 page 11529, texte n° 1. [en ligne] < ">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000266350&dateTexte=> (consulté le 18.01.2008)</p> <p>Décret n° 2006-696 du 13 juin 2006, <i>Journal officiel</i> n°137 du 15 juin 2006 page 9022, texte n° 36. [en ligne] < ">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000816574&dateTexte=> (consulté le 18.01.2008)</p> <p>Aspect historique :</p> <p>DOUGNAC, Marie-Thérèse ; Guilbaud, M. « Le Dépôt légal : son sens et son évolution », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 1960, n°8, p. 283-291 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr> (consulté le 18. 01. 2008)</p> <p>ESTIVAL, Robert. <i>Le Dépôt légal sous l'Ancien Régime (de 1537 à 1791)</i>, Paris : M. Rivière, 1961, 141 p.</p> <p>POPOFF, Michel. « Dépôt légal », <i>Dictionnaire encyclopédique du livre, [1] A-D</i>, sous la dir. de Pascal Fouché, Daniel Péchoin, Philippe Schuwer, Paris : Ed. du Cercle de la Librairie, 2002, p 751-752</p> <p>Les bibliothèques face aux nouveaux enjeux du dépôt légal :</p> <p>DREYER, Emmanuel. <i>Le dépôt légal : essai sur une garantie nécessaire au droit du public à l'information</i>. Paris : Librairie Générale de droit et de jurisprudence, 2003. 473 p. (Bibliothèque de droit privé, T. 391)</p> <p>HELLER, Danièle. « Le dépôt légal ou comment aimer le papier d'un amour fou ! », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 2006, n° 4, p. 5-9 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr> (consulté le 18. 01. 2008)</p> <p>ILLIEN, Gildas ; GAME, Valérie. «Le dépôt légal d'Internet à la Bibliothèque nationale de France : cadre juridique, modèle de collecte, évolutions des métiers », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 2006, n° 3, p. 82-85 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr> (consulté le 18. 01. 2008)</p> <p>TESNIÈRE, Valérie. « Carte documentaire et réseau des pôles associés de la Bibliothèque nationale de France », <i>Bulletin des Bibliothèques de France</i>, 2006, n° 1, p. 48-54 [en ligne] <http://bbf.enssib.fr> (consulté le 18. 01. 2008)</p> <p>Webographie</p> <p>BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE. <i>Informations pour les professionnels : Dépôt légal</i> [en ligne]. Paris : BnF, 2005. Mis à jour le : 14.01.2008. Disponible sur Internet : <http://www.bnf.fr/pages/zNavigat/frame/infopro.htm?anc=depotleg/depotleg.htm> (consulté le 18.01. 2008)</p> <p>INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL. <i>Le dépôt légal de la radio - T.V.</i> [en ligne]. Paris : Ina, 2008. Disponible sur Internet : <http://www.ina.fr/entreprise/activites/depot-legal-radio-tele/index.html> (consulté le 18.01. 2008)</p> <p>CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE. <i>Dépôt légal</i> [en ligne]. Paris : CNC, 2006. Disponible sur Internet : <http://www.cnc.fr/Site/Template/T9T.aspx?SELECTID=1430&ID=844&t=2> (consulté le 18.01.2008)</p>
--------------	--

Fiche réalisée par : Laure Rioust
Créée le : 18 janvier 2008